

1989, chapitre 83
**LOI CONCERNANT LA VILLE
DE LASALLE**

Projet de loi 252

présenté par M. Gilles Fortin, député de Marguerite-Bourgeoys

Présenté le 8 décembre 1988

Principe adopté le 21 juin 1989

Adopté le 21 juin 1989

Sanctionné le 22 juin 1989

Entrée en vigueur: le 22 juin 1989

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 83

Loi concernant la Ville de LaSalle

[Sanctionnée le 22 juin 1989]

Préambule ATTENDU que la Ville de LaSalle a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. C-19,
a. 412, mod.
pour la ville **1.** L'article 412 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la Ville de LaSalle par l'insertion, après le paragraphe 20.1°, du suivant:

Remorquage
et remisage «20.2° Pour établir un tarif des frais de remorquage et de remisage des véhicules stationnés contrairement à un règlement, les frais prévus à ce tarif pouvant être ajoutés au montant de l'amende imposée en vertu de ce règlement et recouvrés de la même façon que celle-ci;».

c. C-19,
a. 413, mod.
pour la ville **2.** L'article 413 de cette loi est modifié pour la ville par l'insertion après le sous-paragraphe *a* du paragraphe 10°, du suivant:

Normes de
garde «a.1) Pour imposer, selon la catégorie d'immeubles, d'usages ou de matières visées au sous-paragraphe *a*, des normes concernant la garde, l'entreposage et le maintien de ces matières à une température maximale, y compris, si nécessaire, par réfrigération;».

c. C-19,
a. 415, mod.
pour la ville **3.** L'article 415 de cette loi est modifié pour la ville:

1° par le remplacement de la dernière ligne du paragraphe 10° par ce qui suit: «que sur paiement des frais de remorquage et de remisage indiqués au tarif établi en vertu du paragraphe 20.2° de l'article 412 lorsque ces frais n'ont pas été ajoutés au montant de

l'amende ou, à défaut de tarif, que sur paiement des frais réels de remorquage et de remisage;»;

2° par l'insertion, après le paragraphe 11°, du suivant:

Stationnement

«11.1° Pour accorder le droit exclusif à certains groupes ou catégories de personnes de stationner leurs véhicules sur la chaussée de certaines rues aux conditions énumérées dans le règlement;».

c. C-19,
aa. 422.1 à
422.8, aj.
pour la ville
Emprise
d'une
ruelle

4. Cette loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 422, des suivants:

«**422.1** Les propriétaires riverains désirant acquérir l'emprise d'une ruelle dont la ville est propriétaire doivent présenter une requête à cette fin au conseil.

Procédure
d'acquisition

Cette requête doit être signée par au moins les deux tiers en nombre des propriétaires riverains dont les terrains forment au moins les deux tiers de l'étendue en front de l'ensemble des terrains longeant cette ruelle.

Décision
du conseil

«**422.2** Lorsqu'une requête est présentée conformément à l'article 422.1, le conseil décide s'il est dans l'intérêt public que cette ruelle soit fermée.

Fermeture
de
la ruelle

«**422.3** S'il donne suite à la requête, le conseil adopte un règlement décrétant la fermeture de la ruelle.

Règlement

Ce règlement doit décrire le terrain qui, dans l'emprise de la ruelle, sera affecté aux services publics. Il doit être accompagné d'un plan cadastral indiquant en regard de chaque numéro de lot montré sur le plan le nom du propriétaire riverain à qui le lot sera attribué.

Avis aux
proprié-
taires
riverains

Un avis de l'adoption de ce règlement doit être signifié à chacun des propriétaires riverains apparaissant au rôle d'évaluation foncière et être publié dans un journal distribué dans la ville.

Enregistre-
ment

«**422.4** La ville enregistre au bureau d'enregistrement un avis signé par le greffier constatant l'accomplissement de ces formalités, faisant référence au plan cadastral et indiquant en regard de chaque numéro de lot montré sur le plan le nom du propriétaire.

Servitude

«**422.5** L'enregistrement de l'avis emporte transfert de la propriété de chacun des lots et dès cet enregistrement, une servitude est créée contre le terrain décrit au règlement adopté en application de l'article 422.3, pour le bénéfice de tous les services publics, y

compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des compagnies publiques.

Constitution Les servitudes dont il est fait mention au présent article peuvent être constituées sans description du fonds dominant.

Assiette de la servitude « **422.6** Le plan visé à l'article 422.4 mentionne l'existence de la servitude et en indique l'assiette par un liséré. L'avis visé à cet article indique la nature de la servitude et fait référence au plan.

Indemnité « **422.7** Un propriétaire riverain qui n'a pas signé la requête prévue à l'article 422.1 peut s'adresser à la Chambre de l'expropriation de la Cour du Québec afin que lui soit fixée une indemnité qui se calcule d'après les dommages réellement subis et directement causés par le règlement décrétant la fermeture. La valeur du terrain acquis est compensée jusqu'à concurrence de l'indemnité. La demande adressée à la Chambre de l'expropriation doit être faite par requête dans les 30 jours qui suivent la date de la signification de l'avis prévu à l'article 422.3.

Imposition aux propriétaires « **422.8** Les sommes versées par la ville à titre d'indemnité fixée par la Chambre de l'expropriation doivent être imposées aux propriétaires riverains de la ruelle fermée et réparties entre eux dans la proportion du nombre de mètres de front de leurs immeubles respectifs sur cette ruelle. ».

Titre valide **5.** Le titre de la Ville de LaSalle ou de ses ayants droit sur les immeubles du cadastre de la division d'enregistrement de Montréal, échangés et mentionnés dans les actes enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sous les numéros 2238533 et 3992477 ne peut être attaqué pour le motif que la Ville de LaSalle n'aurait pas observé les formalités prévues par la loi pour la vente ou l'échange de ces immeubles.

Enregistrement L'enregistrement d'une copie conforme de la présente loi se fait par dépôt.

Inscription À cette occasion, le registraire inscrit en marge des actes enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous les numéros 2 238 533 et 3 992 477 « Confirmé par l'article 5 de la Loi concernant la Ville de LaSalle (1989, chapitre 83) enregistrée sous le numéro... ».

Entrée en vigueur **6.** La présente loi entre en vigueur le 22 juin 1989.